

Au Brésil, Lula a éradiqué l'insécurité alimentaire

La ville d'Osasco, 750 000 habitants dans la région de São Paulo, illustre parfaitement cette dynamique : son plan alimentaire municipal articule les cantines scolaires, l'agriculture urbaine, les banques alimentaires et même des forêts nourricières - des arbres fruitiers plantés en ville pour reconnecter les habitants à une alimentation saine.

[Facebook](#)[X](#)[WhatsApp](#)[Email](#)

Texte: Isabelle Vauconsant Photographie: Mídia NINJA 6 avril 2026

En vingt ans, le Brésil de Lula a sorti 26 millions de personnes de l'extrême pauvreté et quasi éradiqué la grande faim. Derrière ce résultat historique : une politique agroécologique intégrée, 14 ministères mobilisés, 197 initiatives en cours.

La flambée des prix de l'énergie, les ruptures d'approvisionnement, les tensions géopolitiques qui s'enchaînent depuis quelques années ont mis à nu une évidence que beaucoup refusaient encore d'admettre : **nos systèmes alimentaires sont structurellement fragiles.**

« Ce qu'on vit avec la nouvelle crise au niveau international remet en question une fois de plus le modèle sur lequel sont basés nos systèmes alimentaires actuels : des intrants liés à la pétrochimie et à l'énergie fossile », résume Émile Frison, membre du panel d'experts international Ipes-Food et ancien directeur général de Bioversity International, pour La Relève et La Peste.

Ce qui reste contesté, c'est la voie de sortie. Et sur ce terrain-là, un pays retient l'attention des chercheurs, des militants et des décideurs : le Brésil. Non pas le Brésil des monocultures de soja qui défrayent régulièrement la chronique, mais l'autre Brésil – celui qui, depuis vingt ans, prouve qu'une autre manière de produire et de se nourrir est possible, si on excepte la présidence Bolsonaro.

***Fome Zero* : quand une promesse devient réalité**

En arrivant au pouvoir pour la première fois, au début des années 2000, Luiz Inácio Lula da Silva fait de la faim son adversaire déclaré. « Fome Zero » – zéro faim – n'est pas un slogan : c'est l'architecture d'une politique publique. Le résultat est historique.

Entre 2004 et 2014, la part des Brésiliens vivant avec moins de 1,90 dollar par jour est passée de 11 % à 3,7 %, soit 26,5 millions de personnes sorties de l'extrême pauvreté en une décennie. Un rapport des Nations unies sur l'expérience brésilienne confirme que la pauvreté extrême a atteint un plancher historique autour de 2014, portée par la combinaison de la croissance, de la formalisation de l'emploi, de la hausse du salaire minimum et des transferts sociaux ciblés.

Puis viennent les années Bolsonaro. Le recul est brutal : en 2022, 33 millions de Brésiliens sont en situation de faim. Dès 2023, au retour de Lula, ce chiffre tombe à 20 millions – soit 13 millions de personnes sorties de la faim en une seule année, selon l'Institut Fome Zero.

« Il a dès le début de son premier mandat, et naturellement en revenant, mis en place des politiques œuvrant dans le sens de la justice sociale », rappelle Émile Frison. La machine est relancée et cette fois outillée comme jamais.

Deux agricultures sous un même drapeau

Pour comprendre le paradoxe brésilien, il faut accepter l'idée qu'il n'y a pas un Brésil agricole, mais deux.

« Au Brésil, il y a deux ministères de l'agriculture : le ministère de l'Agriculture qui s'occupe de l'agriculture d'exportation, en gros, et le ministère du Développement rural et des Exploitations familiales », explique Émile Frison.

D'un côté, les géants de l'agrobusiness – soja, maïs, bétail – qui alimentent les marchés mondiaux. De l'autre, des millions de petites exploitations familiales qui nourrissent concrètement les Brésiliens au quotidien.

Cette dualité, Émile Frison la nomme sans détour : *« C'est cette schizophrénie qui caractérise le Brésil et qui montre la puissance des grands acteurs de cette agriculture industrielle d'exportation. »*

Même Lula n'a pas pu la remettre en cause frontalement. Mais il a construit, dans l'interstice, un modèle alternatif suffisamment puissant pour transformer la vie de dizaines de millions de Brésiliens.

La méthode : intégrer pour transformer

Ce qui distingue la démarche brésilienne, c'est son caractère délibérément transversal. *« Plusieurs des initiatives qui ont été mises en place impliquent plus d'une dizaine de ministères différents. Ces politiques sont mises en œuvre de façon intégrée et coordonnée, et de ce fait sont aussi très efficaces », souligne Émile Frison.*

Parmi elles : le Plan pluriannuel participatif 2024-2027 mobilise 37 ministères et 88 programmes. Le PLANAPO – Plan national pour l'agroécologie et la production biologique – lancé en octobre 2024, en est le bras armé. 197 initiatives concrètes, coordonnées par 14 ministères et 7 agences. Ce ne sont pas des incantations, comme on en entend trop : c'est de l'ingénierie politique.

Et ce qui distingue vraiment le modèle brésilien, c'est que cette architecture n'est pas technocratique. Le Comité national pour l'agroécologie et la production biologique (CNAPO), chargé de surveiller la mise en œuvre du PLANAPO, est composé pour moitié de représentants de la société civile et pour moitié de représentants gouvernementaux. Il publie les données budgétaires et programmatiques via un portail de transparence, et entretient des liens avec le Ministère public fédéral pour garantir l'accès à l'information et à la justice.

Plus largement, les Conseils de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA), qui maillent le territoire à tous les échelons, sont composés aux deux tiers de représentants de la société civile. La démocratie alimentaire brésilienne n'est pas un principe : c'est une règle de gouvernance inscrite dans la loi.

« Il y a une véritable participation populaire à l'élaboration des politiques », résume Émile Frison.

De Belo Horizonte à Osasco : le terrain qui confirme

Au niveau local, la ville de Belo Horizonte fait figure d'exemple pionnier depuis les années 1990. Sa politique de sécurité alimentaire s'appuie sur un Secrétariat municipal spécifique – le SMAB – qui traite **l'accès à l'alimentation comme un droit**, et non comme une charité. Trois lignes d'action concrètes le structurent : aide directe aux familles vulnérables, partenariats avec les commerçants privés pour créer des points de vente dans les quartiers défavorisés, et soutien à la production alimentaire locale. Les résultats – prix plus bas, meilleure qualité des produits, amélioration de l'accès – sont suivis en continu par l'Université fédérale du Minas Gerais, qui réalise des enquêtes régulières dans les quartiers.

« Il y a une complémentarité entre des initiatives locales et une politique nationale qui encourage et supporte ces initiatives locales », observe Émile Frison.

La ville d'Osasco, 750 000 habitants dans la région de São Paulo, illustre parfaitement cette dynamique : son plan alimentaire municipal articule les cantines scolaires, l'agriculture urbaine, les banques alimentaires et même des forêts nourricières – des arbres fruitiers plantés en ville pour reconnecter les habitants à une alimentation saine.

La stratégie Alimenta Cidades, lancée en 2023 et saluée par la FAO pour sa capacité à partir des réalités spécifiques de chaque territoire, a depuis été étendue à 102 municipalités, dont toutes les capitales d'État et les villes de plus de 300 000 habitants, ainsi que les communes sinistrées du Rio Grande do Sul après les inondations de 2024.

Ce sont désormais 77 millions de Brésiliens qui sont couverts par cette stratégie, avec une attention particulière aux déserts alimentaires – ces zones sans fruits ni légumes frais, dominées par l'ultra-transformé.

Les achats publics, eux, jouent un rôle de pivot. La loi PAA et la politique nationale de repas scolaires imposent qu'au moins 30 % des achats alimentaires fédéraux proviennent de l'agriculture familiale, en priorité auprès des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des communautés quilombolas.

Dans l'État du Pernambouc, les mouvements sociaux ont même obtenu la création d'un programme d'achats locaux. Il a ensuite été transformé en loi, pour relier l'agriculture familiale et la distribution alimentaire aux populations vulnérables. Un cycle démocratique très concret : revendications des mouvements, négociations avec les exécutifs locaux, puis institutionnalisation dans la loi.

Dans la région de Tinguá, près de Rio de Janeiro, le projet Livelihoods-Caruanas accompagne 250 agriculteurs familiaux vers l'agriculture biologique : kit agroécologique, formation, suivi individualisé sur trente mois, et connexion aux marchés urbains, restaurants et supermarchés de Rio. Les revenus des petites exploitations peuvent y augmenter jusqu'à 60 %.

Le PLANAPO intègre explicitement l'agroécologie comme stratégie de santé publique : moins de pesticides, alimentation plus diversifiée, environnement préservé.

Et l'Europe dans tout ça ?

La question se pose inévitablement. Émile Frison ne se dérobe pas : oui, le modèle brésilien est transposable, à condition qu'il y ait « **suffisamment de volonté politique** ». Or, c'est précisément là que le bât blesse en Europe. Une analyse publiée début 2026 montre que les protestations agricoles de 2023-2024, cooptées par les forces politiques dans un contexte de montée des droites, ont conduit à bloquer ou détricoter des volets clés du Green Deal agricole : stratégie *Farm to Fork*, stratégie biodiversité, conditionnalité environnementale de la PAC.

« C'est malheureusement un véritable recul qui est le résultat de la poussée de l'extrême droite et de la droite en général en Europe », déplore Émile Frison.

Les lobbies de l'agriculture industrielle ont su capitaliser sur les crises et guerres successives pour imposer leur récit : produire plus, produire vite au motif de la concurrence internationale et au détriment de l'habitabilité de la planète.

Face à cela, le Brésil offre une démonstration d'autant plus précieuse qu'elle est réelle, durable et chiffrée. 26 millions de personnes sorties de l'extrême pauvreté, 13 millions sorties de la faim en un an, 77 millions de Brésiliens couverts par une stratégie alimentaire territoriale, un plan national porté par 14 ministères et ancré dans les communautés les plus vulnérables. Pas une utopie de chercheurs. La preuve vivante qu'une autre agriculture est possible à condition de la vouloir vraiment.

Un autre monde est possible. Tout comme vivre en harmonie avec le reste du Vivant. Notre équipe de journalistes œuvre partout en France et en Europe pour mettre en lumière celles et ceux qui incarnent leur utopie. Nous vous offrons au quotidien des articles en accès libre car nous estimons que l'information doit être gratuite à tou.te.s. Si vous souhaitez nous soutenir, [la vente de nos livres financent notre liberté.](#)

Isabelle Vauconsant

[La Relève et la peste](#)

6 avril 2026